

Conférence de presse commune de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, sur la déclaration commune franco-germano-russe sur la poursuite des inspections de l'ONU en Irak et sur la coopération bilatérale entre la France et la Russie et entre l'Union européenne et la Russie, Paris le 10 février 2003.

LE PRESIDENT -

Mesdames, Messieurs,
Monsieur le Président,

Je n'ai pas besoin de dire à quel point je suis heureux de recevoir à Paris le Président POUTINE ainsi que son épouse et l'ensemble de ses collaborateurs.

Nous avons eu des entretiens qui nous ont conduits, d'abord, à évoquer la situation internationale, chacun le comprendra, et, bien entendu, tout d'abord la situation de l'Iraq.

Nous avons dans ce domaine une concertation ancienne et, très régulièrement, nous nous sommes entretenus par téléphone de ce problème en constatant, d'ailleurs, que nos points de vue étaient tout à fait convergents. Et que, pour nous, tout devait être mis en oeuvre pour atteindre l'objectif fixé, c'est-à-dire l'élimination des armes de destruction massive de l'Iraq dans toute la mesure où il y en a, et ceci par le biais des inspections, éventuellement renforcées, dans le cadre d'une résolution parfaitement claire de la communauté internationale, la résolution 1441 du Conseil de sécurité.

Nous avons naturellement poursuivi nos échanges dans ce domaine et, le Président POUTINE s'étant rendu hier en Allemagne, aujourd'hui, en France, il nous a paru opportun de faire connaître, ce soir, ensemble, l'accord qui est le nôtre sur ce problème, et qui fait l'objet d'une déclaration commune Russie-Allemagne-France, dont je vais vous donner connaissance et que nous avons mise au point, aujourd'hui, avec la partie allemande et la partie russe.

La Russie, l'Allemagne et la France, en étroite coordination, réaffirment que le désarmement de l'Iraq, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU depuis la résolution 687, est l'objectif commun de la communauté internationale, et qu'il doit être mené à son terme dans les meilleurs délais possibles.

Il y a un débat sur les moyens d'y parvenir. Ce débat doit se poursuivre dans l'esprit d'amitié et de respect qui caractérise nos relations avec les Etats-Unis et avec d'autres pays. Toute solution doit s'inspirer des principes de la Charte des Nations Unies, tels qu'ils viennent d'être rappelés par le Secrétaire général, M. Kofi ANNAN.

La résolution 1441, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, offre un cadre dont toutes les possibilités n'ont pas encore été explorées.

Les inspections menées par l'ONU et par l'AIEA ont déjà produit des résultats. La Russie.

des inspections menées par l'ère et par l'Union européenne, présent des résultats et des progrès,

L'Allemagne et la France sont favorables à la poursuite des inspections et au renforcement substantiel de leurs capacités humaines et techniques par tous les moyens et en concertation avec les inspecteurs, dans le cadre de la résolution 1441.

Il y a encore une alternative à la guerre. L'usage de la force ne pourrait constituer qu'un ultime recours. La Russie, l'Allemagne et la France sont déterminées à donner toutes les chances au désarmement de l'Iraq dans la paix.

Pour mener à leur terme les inspections, il appartient à l'Iraq d'apporter une coopération active aux inspecteurs et l'Iraq doit assumer pleinement ses responsabilités.

La Russie, l'Allemagne et la France constatent que la position qu'elles expriment rejoint celle d'un grand nombre de pays au sein du Conseil de sécurité.

Voilà, pour ce qui concerne notre point de vue commun sur l'Iraq.

Nous avons également évoqué un certain nombre d'autres sujets. Nous avons évoqué les problèmes de la Corée du nord et nous sommes tout à fait sur la même ligne, sur la même position.

Nous avons évoqué les problèmes des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, concernant le Haut-Karabakh et, là-aussi, nous souhaitons pouvoir trouver une solution politique par la concertation.

Nous avons évoqué des problèmes de désarmement et de non-prolifération, et nous avons adopté une déclaration commune dans ce domaine qui, notamment, prend en compte la suite des décisions prises à Kananaskis en ce qui concerne le partenariat global.

Nous avons également évoqué le sujet du G8 dans le cadre de notre participation commune, dès le lendemain de la commémoration du tricentenaire de Saint-Pétersbourg, puisque nous nous réunirons à ce moment là, à Evian, pour le G8.

Nous avons évoqué aussi les problèmes bilatéraux, naturellement, qu'il s'agisse de notre coopération, de plus en plus étroite, au niveau des Premiers ministres qui se voient tous les ans, au niveau des ministres des Affaires étrangères et de la Défense dans le cadre de notre Conseil de coopération sur les questions de sécurité, dans le cadre du renforcement, que nous souhaitons de part et d'autre, de la relation entre la Russie et l'Union européenne.

Nous avons, bien entendu, évoqué le problème de la Tchétchénie. Et j'ai indiqué au Président combien nous souhaitons que, avec le référendum qui va bientôt intervenir, s'ouvre une voie pour une solution politique à ce problème, dans le cadre de la Fédération de Russie. Je lui ai rappelé évidemment que nous condamnons toutes les formes de terrorisme.

Nous avons évoqué les questions aéronautiques et spatiales. Dans ce domaine, notre coopération a des perspectives importantes depuis les décisions prises par l'Aeroflot en faveur d'Airbus et avec le projet d'avion d'entraînement Mig-AT et avec les perspectives ultérieures dans le domaine aéronautique et dans le domaine des hélicoptères. Sur la coopération spatiale j'ai dit mon souhait, mon grand souhait, que l'accord Soyouz-Kourou puisse être fait le plus rapidement possible avec l'Agence spatiale européenne.

Nous avons évoqué notre coopération dans le domaine de l'énergie. Nous avons d'ailleurs fait une déclaration commune sur ce point qui, notamment, et nous en avons parlé de façon approfondie, évoque les problèmes de la sécurité maritime, qui sont des problèmes extrêmement sensibles en particulier pour la France et enfin nous avons conclu sur le renforcement nécessaire du partenariat entre la Russie et l'Union européenne.

Voilà les principaux sujets que nous avons évoqués, mais le Président POUTINE va lui-même vous donner son propre commentaire.

M. VLADIMIR POUTINE - Chers Mesdames et Messieurs, Cher Monsieur le Président, tout d'abord je voudrais remercier les autorités françaises de leur aimable invitation à venir en visite d'Etat. Je crois que cela coïncide avec un nombre d'événements que nous voyions dans le monde, et bien sûr c'est d'autant plus important, mais est très important aussi le fait que nous ayons discuté du domaine bilatéral. Je crois que Monsieur le Président sera d'accord avec moi. Tout notre entretien a encore une fois confirmé que les relations entre la Russie et la France, vu leur histoire et la logique de l'actualité, sont condamnées uniquement à leur futur

approfondissement, à leur développement et au renforcement de notre action bilatérale.

Nos Etats ont des liens qui datent de plusieurs siècles et aujourd'hui, où le monde est en train de bâtir de nouvelles relations, où nous parlons de la formation d'une nouvelle architecture de sécurité, bien sûr la coopération entre la Russie et la France est très importante, pour nos deux pays ainsi que pour le monde entier. Cette interaction historique et -je le répète encore une fois- cette attraction historique nous aide à bâtir des relations de partenariat créatif, dans l'intérêt de nos deux pays ainsi que pour l'Europe unifiée et pour le monde.

L'entretien que nous avons eu avec le Président s'est déroulé dans une ambiance de la coopération mutuelle et de confiance. Je voudrais souligner qu'elle a été créée grâce à mon homologue français et notre entretien était très substantiel.

Nous avons abordé pratiquement tous les aspects de notre coopération avec la France et bien sûr nous avons abordé beaucoup des questions sensibles de l'agenda international. Parmi celles-ci, la situation en Iraq et la situation dans la péninsule coréenne. Je voudrais tout d'abord noter l'unité des positions de la Russie et de la France concernant la question irakienne. Nos deux pays cherchent à régler d'une façon politique et diplomatique cette crise. Nous croyons que l'utilisation de la force peut être lourde de conséquences. Je voudrais relever que nous examinons sérieusement les renseignements qui ont été présentés par notre partenaire américain au Conseil de Sécurité et nous pensons que les inspecteurs des Nations-Unies doivent les vérifier sur le terrain. Les décisions sur les futures activités doivent être prises par le Conseil de Sécurité des Nations Unies après l'examen des rapports compétents, des rapports qualifiés, des inspecteurs internationaux.

La proximité des positions des deux pays s'est manifestée aussi sur les autres questions. Nous sommes partenaires au sein de la coalition anti-terroriste. Nous travaillons en commun au renforcement des régimes de non-prolifération. Nous unissons nos efforts dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et les autres formes de criminalité organisée.

Notre désir d'agir en commun est reflété dans les documents que nous avons adoptés, notamment la déclaration sur les questions stratégiques. Nous avons aussi signé un accord sur la coopération dans le domaine de la lutte contre la criminalité, de la sécurité interne et du blanchiment de l'argent. Ensemble, nous allons aussi travailler pour renforcer l'infrastructure économique du continent européen et c'est l'objectif de la déclaration commune sur la coopération dans le domaine de l'énergie. Nous avons prêté beaucoup d'attention à ce point là. Il est tout à fait naturel aussi que nous ayons porté beaucoup d'attention à la coopération européenne, en tête-à-tête et dans la réunion élargie. Nous avons parlé des relations entre la Russie et l'Union européenne, entre la Russie et l'OTAN. Pendant les dernières années, nous avons beaucoup avancé dans des domaines tels que la sécurité et la défense, l'économie et le commerce, la science, les technologies et la culture et l'éducation et en Russie. Nous apprécions beaucoup la contribution constructive de la France pour atteindre ces objectifs.

En conclusion, je voudrais souligner que nous avons déjà beaucoup fait dans les relations bilatérales politiques mais qu'il nous reste beaucoup à faire dans le domaine économique. Les résultats que nous avons dans ce domaine actuellement ne peuvent nous satisfaire. Cela concerne la structure des échanges commerciaux, bilatéraux et le volume des investissements français dans l'économie de Russie.

En un mot, avec M. CHIRAC, nous allons continuer à renforcer les relations entre la Russie et la France dans tous ces domaines. Je voudrais le souligner et bien sûr je voudrais saisir cette occasion pour exprimer encore une fois mon sentiment de sympathie profonde envers le grand peuple de France. Merci encore une fois de votre attention, merci pour votre invitation.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous pensez que la position de l'Allemagne, de la Russie et de la France va renforcer les chances d'une issue pacifique au problème de l'Iraq ?

LE PRESIDENT - Je le pense, mais surtout je le souhaite.

QUESTION - Question à Monsieur POUTINE. Pendant les dernières années on a beaucoup parlé de la création d'une grande Europe qui pourrait dépasser les frontières de l'Union européenne, que croyez-vous qu'il soit possible de faire en ce qui concerne le partenariat stratégique Paris-

Berlin-Moscou ?

M. VLADIMIR POUTINE - En ce qui concerne la situation liée aux différentes approches de différents pays avec la question irakienne, je ne voudrais pas dramatiser cette question. Chaque pays a le droit souverain de bâtir, à sa façon, sa politique étrangère. Avec la France, avec l'Allemagne, avec la plupart -je voudrais le souligner- des membres de la Communauté internationale, nous croyons que la question de l'Iraq peut et doit être résolue par une solution diplomatique. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que la plupart des membres du Conseil de sécurité a cette position et je crois que si nous avons cette discussion à l'Assemblée générale, je vous assure que l'on pourrait montrer un soutien à cette position. Notre position est tout à fait morale et vise à la minimisation des dommages éventuels, si ces armes de destruction massive existent en Iraq. Mais en même temps nous devons le faire d'une telle façon, pour ne pas causer des dommages pour la population civile et pour ne pas s'écarter du droit international. Bien sûr, nous avons besoin des relations avec l'Europe unifiée. Nous allons le faire en fonction des relations à l'intérieur de cette Europe. Bien sûr notre position va dépendre de cela. On peut dire que l'Europe est notre grand partenaire commercial, le principal. Vu l'élargissement de l'Europe, plus de 50 % des échanges commerciaux de la Russie vont concerner l'Europe. En tout cas, nous allons continuer à bâtir nos relations avec l'Europe. Bien sûr, nous aimerions avoir une bonne compréhension. Comment devons-nous mener ce travail et avec qui ? Parfois, c'est assez difficile à faire. Mais, je le répète encore une fois, nous ne croyons pas qu'il faille dramatiser la situation. Nous allons trouver la solution. Il n'y a pas de doute.

QUESTION - La question s'adresse aux deux Présidents. Quelle est votre opinion sur la situation dans le monde, lorsque les anciennes relations se rompent, quand il y a différentes positions sur l'Iraq, quand le monde attend une position unique, comme c'était le cas du temps de l'Afghanistan ?

M. VLADIMIR POUTINE - Je crois que j'ai déjà répondu à cette question, en répondant à la question précédente. Bien sûr, ce serait mieux si l'opinion était unanime, ce serait comme au Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, mais, comme nous le savons, cela n'a pas donné de bons résultats, donc la lutte entre les opinions, la lutte de différents points de vues, en soi, n'a rien de mauvais. Il est important, et je voudrais le souligner encore une fois, que cette lutte des opinions, que cette opposition ait un caractère pacifique et que toutes les discussions soient menées dans le cadre des règles connues par tout le monde, notamment par le droit international. Si nous vivons dans le cadre du droit international, je crois, que toutes les questions seront résolues.

LE PRESIDENT - Je dois dire que je partage entièrement le sentiment exprimé par le Président POUTINE. Je vous dirai le fond de ma pensée : rien, aujourd'hui, ne justifie une guerre. Tout permet de penser que l'objectif que l'on veut atteindre, c'est-à-dire s'assurer que l'Iraq ne dispose pas d'armes de destruction massive, que cet objectif peut être atteint par le système des inspections prévu par la résolution votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, la résolution 1441.

Et je crois que cette région n'a vraiment pas besoin d'une guerre supplémentaire. Je suis persuadé que c'est l'avis d'une très très grande majorité de la population du monde et aussi d'une très très grande majorité des responsables politiques qui composent la planète et je souhaite que cet appel soit véritablement entendu. Naturellement, il faut que l'Iraq apporte sa contribution plus active pour permettre de s'assurer qu'il n'a plus d'armes de destruction massive. Mais, pour cela, attendons l'avis des inspecteurs et donnons leur le temps de faire ce qu'ils doivent faire.

QUESTION - Monsieur le Président, ces derniers temps, il y a eu pas mal de problèmes entre la France et les Etats-Unis. On entend, depuis toujours, que la France est l'alliée des Etats-Unis, mais n'est pas alignée. Est-ce que c'est toujours valable aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Naturellement. J'ai dit tout à l'heure, et c'est vrai aussi pour la Russie, que nous sommes des amis des Etats-Unis. Nous ne mettons, notamment pour ce qui concerne la France, en rien en cause la solidarité atlantique que nous considérons comme un élément très important de l'équilibre du monde d'aujourd'hui. Cela naturellement ne nous dispense pas, sur

important et fréquent du monde d'aujourd'hui. Cela naturellement ne nous dispense pas, car un problème particulier et qui suppose une approche morale des choses, je parle d'une éventuelle guerre contre l'Iraq, cela ne nous dispense pas d'avoir notre opinion et de la défendre.

QUESTION - J'ai une question aux deux Présidents. Quelles actions vont entreprendre la Russie et la France dans le cas où les Etats-Unis agissent d'une façon unilatérale ?

M. VLADIMIR POUTINE - Vous savez, vous essayez d'entamer une discussion sur ce qu'il y aura si la guerre commence. Pour commencer une telle discussion il faudrait que ce soit inévitable. La Russie est contre la guerre et en ce moment je ne voudrais pas discuter de ce sujet.

QUESTION - Monsieur le Président, les Américains se sont opposés au plan franco-allemand, je voudrais savoir quelle pourrait être votre réponse à leur opposition. Voudriez-vous nous donner plus d'informations sur ce plan, s'il vous plaît, merci.

LE PRESIDENT - Je ne sais pas exactement ce que vous appelez le plan franco-allemand, si c'est la déclaration commune Russie-Allemagne-France elle est claire, vous pouvez en tirer toutes les conclusions.

Il y a eu des propositions françaises. Elles sont connues, elles sont publiques et elles ont été exprimées il y a une semaine par le Ministre des Affaires étrangères devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Ces propositions ont recueilli tout de suite l'assentiment de l'Allemagne. Pour dire la vérité, nous nous étions un peu concertés. Elles ont recueilli l'assentiment de l'Allemagne et l'assentiment d'un certain nombre de membres du Conseil de sécurité, ou de pays qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité. Et notamment l'assentiment de la Russie. Ces propositions visent, je le répète, à renforcer les moyens humains et techniques des inspections et elles s'inscrivent dans le cadre de la résolution 1441. Je ne sais pas si vous appelez cela un plan, en tous les cas c'est une position qui est de plus en plus commune.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que le renforcement des moyens techniques des inspections en Iraq permettrait ou supposerait l'envoi de casques bleus ?

LE PRESIDENT - Pour ce qui concerne la France, nous sommes prêts à envisager tout ce qu'il est possible de faire dans le cadre de la résolution 1441. Or la résolution 1441 ne prévoit pas l'envoi de casques bleus. C'est une constatation. Mais je redis que toutes les possibilités de la résolution actuelle doivent être explorées, qu'elles sont nombreuses et qu'elles laissent encore une très grande marge d'appréciation pour atteindre l'objectif de l'élimination des armes de destruction massive qui peuvent éventuellement exister en Iraq. Je voudrais tout de même noter que dans l'état actuel des choses, je n'ai pas, à ma connaissance, de preuves indiscutables dans ce domaine.

M. VLADIMIR POUTINE - Je ne peux que confirmer ce que Monsieur le Président vient de dire dans le cadre de la résolution 1441 sur l'utilisation éventuelle des moyens techniques. Si on a besoin de ça, la Russie peut les prêter, notamment l'aviation. Actuellement, la situation est la suivante : nous avons demandé à l'Iraq que les inspecteurs puissent y travailler, ils y travaillent. Les inspecteurs sont des personnes qualifiées. La communauté internationale fait confiance à ces gens. Qu'est-ce qu'ils disent ? Est-ce qu'ils nous disent que l'Iraq fait obstacle dans leurs travaux ? Non, ce n'est pas le cas. MM. EL-BARADEI et BLIX ont déclaré qu'ils constatent un mouvement des irakiens pour aider les inspecteurs, ils ont manifesté leur désir de coopérer. Donc il y a progrès en ce qui concerne le développement des relations entre les inspecteurs de l'ONU et l'Iraq, en effectuant une pression sur l'Iraq et nous allons suivre ce chemin. Cela est suffisant.

QUESTION - A ce que je comprends vous avez passé beaucoup de votre temps aux discussions des questions économiques de coopération entre nos pays. Quel est l'état d'avancement du dialogue énergétique et quelles sont les perspectives dans ce domaine ? Merci.

M. VLADIMIR POUTINE - C'est vrai. Nous avons prêté beaucoup d'attention à la coopération énergétique. Monsieur le Président a prêté beaucoup d'attention à ce sujet. Nous avons adopté une déclaration commune, je dois dire que les sociétés françaises travaillent de façon active en Russie en ce qui concerne l'exploration des gisements, la transformation, l'extraction de pétrole brut, la transformation et la vente sur le marché mondial. La société Gaz de France coopère avec la Société Gaz prom et nous allons développer nos relations sur tous ces volets. Les investisseurs français ont certains projets qui seront soutenus par la Fédération de Russie.

LE PRESIDENT - Comme j'ai fait l'introduction, je vais laisser le dernier mot au Président POUTINE.

M. VLADIMIR POUTINE - Je voudrais remercier la presse de son attention à notre travail commun. Merci beaucoup.

LE PRESIDENT - Merci beaucoup.